

Discours

Colloque sur l'Education le mercredi 26 novembre 2003

Colloque

"Travailler pour l'école aujourd'hui et demain"

Mercredi 26 Novembre 2003

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

Depuis plus d'un siècle, l'école est la fierté de la République et l'œuvre de millions d'hommes et de femmes qui ont choisi de lui consacrer leur existence. Grâce à eux, notre école n'a cessé de se transformer pour s'adapter aux transformations de la société. Elle a accueilli des générations toujours plus nombreuses et les a accompagnées vers des niveaux de formation plus élevés. Le dévouement et la compétence de ses personnels ont permis à l'école de multiplier par dix en cinquante ans la proportion de jeunes qui obtiennent le baccalauréat.

L'école n'est pas seulement un lieu de formation. Pour chacun d'entre nous, elle est une référence affective qui prend les traits d'un maître auquel nous devons la lecture, d'un autre qui nous a donné le goût des leçons de chose, et de tous ceux qui nous ont transmis, avec patience et exigence, le goût du travail et celui de l'étude.

Il n'est guère d'institution en dehors de la famille qui puisse s'enorgueillir d'un rapport aussi durable et aussi régulier avec les futurs citoyens. Il en est peu qui aient autant contribué à faire de nous ce que nous sommes.

Sommes-nous sûrs de bien connaître ceux à qui nous devons tant ? Pour beaucoup, l'Education nationale est une grande armée immobile, qui rassemble la moitié des agents de la fonction publique d'Etat et emploie plus d'un million d'enseignants. Mais l'importance du nombre recèle en réalité une multitude d'aspirations, de destins individuels, de trajectoires qui commencent tous par un même engagement, celui de travailler pour l'école. Le corps enseignant a changé, il s'est féminisé, son recrutement s'est démocratisé mais les motivations restent les mêmes. Les études montrent qu'une majorité des enseignants avaient choisi d'exercer ce métier dès le début de leur formation universitaire. Le plus souvent, travailler pour l'école reste encore largement aujourd'hui une vocation, qui part d'une passion pour une discipline et se prolonge par le bonheur du contact avec les élèves.

Pourtant les enseignants sont nombreux à se faire l'écho du malaise que ressent aujourd'hui la communauté éducative. L'école accompagne tous les changements de notre société ; elle en affronte également toutes les difficultés. Dans les établissements scolaires, et jusque dans les classes, l'autorité des enseignants est contestée.

Sur les 72 000 actes de violence recensés l'année dernière dans les établissements scolaires, une bonne partie vise directement les professeurs. Insultes, menaces, indiscipline : les enseignants ne parviennent plus à transmettre leur passion pour leur spécialité. Leur autorité est contestée, parfois même par les parents d'élèves.

Au sein même de l'Education nationale, les enseignants manquent parfois de repères. La diversité des statuts et des modes de recrutement sont autant d'obstacles à une gestion fluide des carrières. On trouve jusqu'à cinq statuts différents chez les enseignants titulaires, trois chez les non-titulaires. Un certifié effectue un peu plus de 16 heures hebdomadaires en moyenne, quand un professeur de lycée professionnel travaillent dix-huit heures par semaine. Autant de distinctions qui compliquent l'administration des établissements scolaires et renforcent l'insatisfaction des enseignants.

Car les enseignants ne sont pas seuls. Près de 300 000 personnes assurent à leurs côtés la bonne marche du système éducatif. Chefs d'établissement, inspecteurs, agents techniques, tous s'efforcent de donner aux professeurs et à leurs élèves les meilleures conditions de travail possibles.

A l'heure où s'ouvre le grand débat sur l'éducation, la communauté éducative est inquiète.

Il nous appartient de lui donner toutes les garanties de notre attachement au rôle essentiel qu'elle joue dans la République. Des questions simples doivent être posées. Comment améliorer le recrutement et la formation des enseignants ? Quelles carrières seront celles de nos enseignants ? Comment mieux gérer les établissements scolaires ? Nous aborderons toutes ces questions au cours de nos tables rondes.

Sans anticiper sur ces travaux, je souhaite évoquer quelques pistes de réflexion. Le rapport rendu récemment par le Haut Conseil de l'Evaluation à l'Ecole montre que près d'un enseignant sur deux en poste actuellement n'a pas bénéficié d'une véritable formation initiale, en grande partie du fait de recrutements précaires. Les enseignants sont les premiers à s'en plaindre, et se trouvent souvent démunis lorsqu'ils doivent exercer pour la première fois leur métier face à une classe.

Par ailleurs, le nombre des enseignants rend extrêmement difficile la gestion de leurs carrières. Obtenir une mutation dans un établissement de son choix relève parfois de l'exploit, en particulier chez les jeunes professeurs, dont la première affectation relève parfois du plus pur hasard. L'incertitude qui pèse sur leurs carrières inquiète les jeunes enseignants, et décourage de nombreux candidats potentiels aux concours de recrutement de l'Education nationale.

Par ailleurs, presque un enseignant du second degré sur cinq envisage de cesser d'enseigner à long terme. Ce choix est légitime : qui aujourd'hui exerce le même métier toute une vie durant ? Or malgré leur niveau de formation élevé, les enseignants ne trouvent que peu de solutions alternatives, en dehors de l'administration de l'Education nationale elle-même. Les enseignants éprouvent bien souvent alors le sentiment d'une moindre liberté par rapport aux autres salariés des secteurs public ou privé. Quelles solutions pouvons-nous apporter aujourd'hui aux enseignants pour leur permettre de changer de métier lorsqu'ils le souhaitent ?

Enfin, la gestion des établissements scolaires est un métier difficile, qui comporte de nombreuses responsabilités, et dont la difficulté est trop peu reconnue. Les chefs d'établissements se sentent souvent désarmés face aux nombreuses demandes de leur personnel, faute d'un pouvoir de décision adapté. En matière d'affectation ou de mutations, ils rencontrent bien souvent les mêmes difficultés que leurs collègues enseignants. Plus encore, les directeurs d'école ne disposent pas d'un statut spécifique. Confrontés aux mêmes exigences en matière de gestion, de relation avec les élus, et de responsabilités, ils ne reçoivent pas la même reconnaissance.

Toutes ces questions sont essentielles pour le débat qui s'ouvre comme pour l'avenir de notre école, et je remercie la fédération Enseignement et Recherche de l'UMP d'avoir organisé ce colloque autour du thème " travailler pour l'école ". Tous ensemble, nous devons explorer toutes les pistes pour redonner aux enseignants le plaisir et la fierté d'enseigner, pour leur redire toute la fierté, et toute la reconnaissance de la Nation à leur égard. Je vous remercie.